

territoire Région de Bruxelles-Capitale, ont été condamné pour faux en écriture dans le cadre de la reconnaissance des qualifications professionnelles sur base de la directive.

BEE notifie cette information au professionnel concerné. Si le professionnel concerné va en appel de la décision du tribunal, BEE l'indique dans IMI.

BEE supprime l'avertissement dans IMI dans les trois jours de l'annulation de la décision du tribunal. ”.

**Art. 14.** Dans l'article 17 du même arrêté, les mots « Notre Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions » sont remplacés par les mots « Le Ministre ».

**Art. 15.** Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 16.** Le présent arrêté prend ses effets le 18 janvier 2016.

Bruxelles, le 6 juillet 2017.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, werden veroordeeld voor valsheid in geschrifte in het kader van de erkenning van beroepskwalificaties op grond van de richtlijn.

BEW brengt de betrokken beroepsbeoefenaar daarvan op de hoogte. Indien de beroepsbeoefenaar in beroep gaat tegen het besluit van de rechtbank, past BEW de waarschuwing in IMI in die zin aan.

BEW verwijdt de waarschuwing in IMI binnen de drie dagen na de vernietiging van het besluit van de rechtbank.”.

**Art. 14.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de woorden « Onze Minister bevoegd voor Middenstand » vervangen door de woorden “De Minister”.

**Art. 15.** De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 16.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 januari 2016.

Brussel, 6 juli 2017.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Nethheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30833]

**13 JUILLET 2017.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, en particulier les articles 6, alinéa 3 et 4, 8 et 30 ;

Vu le test genre ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2017 ;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 13 juillet 2017 ;

Vu l'avis 61.584/4 du Conseil d'État, donné le 26 juin 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés ;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> 4<sup>o</sup>, est remplacé par “chaque véhicule à moteur partagé dispose d'une place de stationnement d'autopartage à une station de véhicules d'autopartage fixe, où l'utilisateur va chercher le véhicule qu'il a réservé et où il va le remettre au terme de chaque utilisation” ;

2<sup>o</sup> Au 6<sup>o</sup> la phrase suivante est ajoutée : “Après une durée maximale d'utilisation de 72 heures, l'opérateur garantit que la voiture est ramenée à la station de véhicules d'autopartage et mise à la disposition de tous les utilisateurs ;”.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/30833]

**13 JULI 2017.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, in het bijzonder de artikelen 6, derde en vierde lid, 8 en 30;

Gelet op de gendertest;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 4 juli 2017;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2017;

Gelet op advies 61.584/4 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaats aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 4 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen wordt als volgt gewijzigd:

1<sup>o</sup> 4<sup>o</sup> wordt vervangen door: “elk gedeeld motorvoertuig beschikt over een voorbehouden parkeerplaats voor autodelen bij een vaste autodeelstandplaats waar de gebruiker het voertuig dat hij heeft gereserveerd ophaalt en terugbrengt na ieder gebruik”;

2<sup>o</sup> Aan 6<sup>o</sup> wordt de volgende zin toegevoegd: “De operator garandeert dat de wagen na een maximale gebruiksduur van 72 uur wordt teruggebracht naar de autodeelstandplaats en ter beschikking wordt gesteld aan alle gebruikers;”.

**Art. 2.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Un alinéa 2 est ajouté, rédigé comme suit : "La résiliation de l'agrément peut être notifiée par courrier recommandé par l'opérateur à l'Administration et à la commune, au moins un an après l'octroi de l'agrément et moyennant un délai de préavis de six mois."

2° Un alinéa 3 est ajouté, rédigé comme suit : "Suite à l'expiration, au retrait ou à la résiliation de l'agrément en tant qu'opérateur, ce dernier doit supprimer les stations de véhicules d'autopartage, ainsi que tout ce qui en fait partie, à ses frais et à ses risques et remettre le domaine public dans son état antérieur".

Sauf autorisation contraire, toutes les stations de véhicules d'autopartage doivent être supprimées dans un délai d'1 mois suivant l'expiration, le retrait ou la résiliation de l'autorisation."

**Art. 3.** A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 1 est complété par : "Après l'obtention des chiffres cités à l'annexe 1, l'augmentation se fait en fonction de la demande, selon la manière décrite à l'article 16 § 2."

2° Au paragraphe 2 alinéa premier, "3) élaboration de la carte localisant les stations" est remplacé par "3) élaboration de la carte localisant les stations suggérées";

3° Au paragraphe 2 alinéa 2, le mot "souhaitée" est ajouté après les termes "mises en service";

4° Au paragraphe 2, un troisième alinéa est ajouté : "Un périmètre de 250 mètres s'applique à chaque station de véhicules d'autopartage. Les places de stationnement réservées aux voitures partagées des différents opérateurs peuvent être réparties dans ce périmètre. Toutes les places de stationnement réservées aux voitures partagées d'un opérateur se trouvent au même endroit dans ce périmètre."

**Art. 4.** A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 2, le mot 'suggérées' est ajouté au terme 'stations'.

2° Au paragraphe 2, la phrase suivante est ajoutée : "Le Plan approuvé est porté à la connaissance de tous les opérateurs agréés."

**Art. 5.** A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1, le mot 'suggérées' est ajouté au terme 'emplacements'.

2° Au paragraphe 1 dans le texte en néerlandais, le mot 'Agentschap' est remplacé par 'Administratie'.

**Art. 6.** A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 1 est remplacé par : "Pour chaque station de véhicules d'autopartage repris au Plan d'Action autopartage, l'opérateur agréé peut introduire une demande pour une nouvelle place de stationnement pour voitures partagées lorsque celle-ci est créée ou étendue. Le demandeur indique à la commune le nombre souhaité de places de stationnement. Le nombre de nouvelles places de stationnement disponibles pour les voitures partagées est réparti de manière égale entre les demandeurs. La commune peut déroger moyennant motivation à l'égalité entre les demandeurs au profit d'un demandeur ayant des véhicules dans l'environnement immédiat moyennant un facteur d'occupation de plus de 40 %. Chaque demandeur reçoit au minimum UNE place de stationnement réservée pour les voitures partagées."

2° Le paragraphe 2 est remplacé par : "Une commune peut mettre à disposition des nouvelles stations de véhicules d'autopartage qui ne sont pas encore reprises dans le Plan d'Action autopartage."

**Art. 2.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° Er wordt een 2e lid ingevoegd, luidende: "De opzegging van de erkenning kan door de operator bij aangetekend schrijven worden betekend aan de Administratie en de gemeenten, ten minste een jaar na het verkrijgen van de erkenning en met een opzeggingstermijn van zes maanden."

2° Er wordt een 3e lid ingevoegd, luidende: "Na het verstrijken, intrekken of opzeggen van de erkenning als operator moet de operator de autodeelstandplaatsen, alsook alle toebehoren ervan, op zijn kosten en risico verwijderen en het openbaar domein in zijn vroegere staat herstellen".

Behoudens andersluidende toestemming, moeten alle autodeelstandplaatsen binnen een termijn van 1 maand volgend op het verstrijken, intrekken of opzeggen van de vergunning verwijderd worden."

**Art. 3.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° Paragraaf 1 wordt aangevuld met: "Na het behalen van de in bijlage 1 genoemde aantallen verloopt de groei op basis van de vraag, op de in artikel 16 § 2 uiteengezette wijze."

2° In paragraaf 2 eerste lid wordt "3) opstelling van de kaart met de lokaliserings van de standplaatsen" vervangen door "3) opstelling van de kaart met de lokaliserings van de gesuggereerde standplaatsen";

3° In paragraaf 2 tweede lid wordt het woord "gewenste" toegevoegd voor indienststelling;

4° Aan paragraaf 2 wordt een derde lid toegevoegd: "Voor iedere autodeelstandplaats geldt een perimeter van 250 meter. De voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen van de verschillende operatoren kunnen binnen deze perimeter worden verdeeld. Alle voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen van een operator bevinden zich op dezelfde locatie in de perimeter."

**Art. 4.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° In paragraaf 2 wordt het woord 'gesuggereerde' toegevoegd voor het woord 'standplaatsen'.

2° Aan paragraaf 2 wordt de volgende zin toegevoegd: "Het goedgekeurde Plan wordt bekendgemaakt aan alle erkende operatoren."

**Art. 5.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° In paragraaf 1 wordt het woord 'gesuggereerde' toegevoegd voor 'standplaatsen'.

2° In paragraaf 1 van de Nederlandstalige tekst wordt het woord 'Agentschap' gewijzigd naar 'Administratie'.

**Art. 6.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° Paragraaf 1 wordt vervangen door: "De erkende operator kan per autodeelstandplaats opgenomen in het Actieplan autodelen een aanvraag voor een nieuwe voorbehouden parkeerplaats voor autodelen indienen wanneer deze wordt gecreëerd of uitbreidt. De aanvrager geeft bij de gemeente aan hoeveel parkeerplaatsen deze wenst. Het aantal beschikbare nieuwe voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen wordt gelijk verdeeld tussen de aanvragers. De gemeente kan gemotiveerd afwijken van de gelijkheid tussen de aanvragers ten voordele van een aanvrager met voertuigen in de directe omgeving met een belastingsgraad van meer dan 40 %. Elke aanvrager ontvangt minimaal één voorbehouden parkeerplaats voor autodelen."

2° Paragraaf 2 wordt vervangen door: "Een gemeente kan nieuwe autodeelstandplaatsen ter beschikking stellen die nog niet zijn opgenomen in het Actieplan autodelen."

Les opérateurs peuvent proposer une nouvelle station de véhicules d'autopartage qui n'est pas encore reprise dans le Plan d'Action. La commune traite les éventuelles demandes pour des nouvelles stations de véhicules d'autopartage une fois par an.

Lors de l'ouverture de nouvelles stations de véhicules d'autopartage, la commune vise une répartition des stations de véhicules d'autopartage telle que fixée à l'art. 11."

3° Le paragraphe 3 est remplacé par : "Chaque modification ou ouverture d'une station de véhicules d'autopartage doit immédiatement être communiquée à l'Administration et à l'Agence.

4° Le paragraphe 4 est remplacé par : "Les places de stationnement pour voitures partagées réservées attribuées servent uniquement au stationnement des véhicules à moteur partagés de l'opérateur dans le cadre de l'autorisation d'autopartage avec utilisation de places de stationnement réservées."

5° Le paragraphe 5 est supprimé.

**Art. 7.** L'article 17 du même arrêté est remplacé par: "Lorsque le gestionnaire de voirie supprime une station de véhicules d'autopartage ou une place de stationnement réservée aux voitures partagées, il est tenu de proposer à l'aux opérateur(s) une station de véhicules d'autopartage ou une place de stationnement réservée aux voitures partagées de remplacement."

**Art. 8.** A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'article 18 devient l'article 18/1 ;

2° Le paragraphe 1 est remplacé par: "Le gestionnaire de voirie assure l'entretien des stations de véhicules d'autopartage. Il prend également en charge les coûts de la signalisation réglementaire, notamment le panneau réglementaire et le marquage au sol.

Le gestionnaire de voirie prend également en charge les frais de déplacement à long terme d'une station de véhicules d'autopartage pour autant que ce déplacement soit indépendant du fait ou de la volonté de l'opérateur et que le fait générateur du déplacement soit un événement de longue durée. Les frais liés aux installations électriques sont toujours à la charge de l'opérateur.

Si la Région demande le déplacement d'une station de véhicules d'autopartage, elle prend en charge les frais de déplacement.

3° Le paragraphe 2 est remplacé par: "L'opérateur agréé supporte les coûts d'équipement des stations de véhicules d'autopartage, notamment l'installation, l'entretien et le remplacement des équipements le cas échéant.

En cas de dégâts occasionnés à un équipement installé par l'opérateur qui génèrent un danger pour les usagers de la voirie, l'opérateur est tenu de prendre sans délais les mesures nécessaires pour réparer les dégâts."

4° Un paragraphe 3 est ajouté: "Pour chaque nouvel octroi, déplacement ou suppression complète ou partielle d'une station de véhicules d'autopartage ou des places de stationnement réservées aux voitures partagées, un formulaire est signé entre l'opérateur et le gestionnaire de voirie.

Les communes attribuent gratuitement aux opérateurs des places de stationnement réservées pour voitures partagées.

Le formulaire spécifie:

- la localisation ;
- le nombre d'emplacements ;
- la date prévue de mise en œuvre.

De operatoren kunnen een voorstel doen voor een nieuwe autodeelstandplaats die nog niet is opgenomen in het Actieplan. De gemeente behandelt de eventuele aanvragen voor nieuwe autodeelstandplaatsen eenmaal per jaar.

Bij de opening van nieuwe autodeelstandplaatsen streeft de gemeente de spreiding van autodeelstandplaatsen na zoals omschreven in art. 11."

3° Paragraaf 3 wordt vervangen door: " Elke wijziging of opening van een autodeelstandplaats moet onverwijld worden gemeld aan de Administratie en het Agentschap.

4° Paragraaf 4 wordt vervangen door: "De toegekende voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen dienen uitsluitend voor het parkeren van de gedeelde motorvoertuigen van de operator in het kader van de vergunning voor het autodelen met gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen."

5° Paragraaf 5 wordt geschrapt.

**Art. 7.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door: "Wanneer de wegbeheerder een autodeelstandplaats of een voorbehouden parkeerplaats voor autodelen verwijderd moet de wegbeheerder de betrokken operator(s) een vervangende autodeelstandplaats of voorbehouden parkeerplaats voor autodelen aanbieden."

**Art. 8.** Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° Artikel 18 wordt artikel 18/1;

2° Paragraaf 1 wordt vervangen door: " De wegbeheerder staat in voor het onderhoud van de autodeelstandplaatsen. Hij staat eveneens in voor de kosten van de reglementaire signalisatie, waaronder het reglementair bord en de markering.

De wegbeheerder neemt ook de kosten van een langdurige verplaatsing van een autodeelstandplaats op zich, voor zover deze verplaatsing buiten het toedoen of de wil van de operator is en het feit dat de aanleiding tot de verplaatsing een gebeurtenis van lange duur is. Kosten die slaan op de elektrische installaties zijn steeds ten laste van de operator.

Indien het gewest de verplaatsing van een autodeelstandplaats aanvraagt, draagt zij de kosten van de verplaatsing.

3° Paragraaf 2 wordt vervangen door: " De erkende operator neemt de uitrustingskosten van de autodeelstandplaatsen ten laste, waaronder de installatie, het onderhoud en de vervanging van de uitrustingen indien nodig.

In geval van schade aan een door de operator geïnstalleerde uitrusting die een gevaar oplevert voor de gebruikers van de openbare weg, moet de operator onverwijld alle nodige maatregelen treffen die nodig zijn om de schade te herstellen."

4° Er komt een nieuwe paragraaf 3: "Voor elke nieuwe toekenning, verplaatsing of volledige of gedeeltelijke verwijdering van een autodeelstandplaats of voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen wordt een formulier getekend tussen de operator en de wegbeheerder.

De gemeenten kent de operatoren kosteloos voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen toe.

Het formulier specificeert:

- de ligging;
- het aantal parkeerplaatsen;
- de voorziene uitvoeringsdatum.

Ce formulaire comprend également :

- un plan de la situation au 1/500 reprenant au minimum la portion de voirie visée jusqu'à la prochaine rue latérale. Ce plan comportera toutes les installations existantes sur place et reprendra, en incrustation agrandie : la position et l'emprise des équipements nécessaires à l'exploitation, le positionnement des marquages et de la signalisation à installer ;

- des photos de la situation existante reprenant chaque installation pertinente sur place.

Dans les deux mois suivant la fin des travaux d'installation, l'opérateur introduira les plans as-built de la station. Les plans as-built doivent reprendre précisément la situation après travaux.

En attendant la mise en service d'une place de stationnement réservée pour voitures partagées et moyennant l'accord de la commune, l'opérateur peut stationner à titre temporaire la voiture partagée sur la voie publique dans l'environnement immédiat de la place de stationnement réservée pour voitures partagées."

**Art. 9.** Au chapitre 2, un article 18/2 est ajouté, rédigé comme suit : "Au moins une semaine avant tout événement de longue durée empêchant l'exploitation ou l'accès d'une station de véhicules d'autopartage, le gestionnaire de voirie en avertit l'opérateur en précisant la durée de l'événement.

Dans la mesure de ses possibilités, le gestionnaire de voirie propose un nouvel emplacement réservé aux voitures partagées afin que l'opérateur puisse prendre les mesures adéquates pour le déplacement des véhicules."

**Art. 10.** Au chapitre 2, un article 18/3 est ajouté, rédigé comme suit : "L'opérateur veillera en tout temps à ce que les stations de véhicules d'autopartage ne compromettent pas le passage des véhicules de secours et des piétons.

De même, les stations ne pourront compromettre l'accès ou la manœuvre d'une bouche d'incendie, d'une vanne du réseau de distribution d'eau ou d'un obturateur d'une canalisation de gaz, ainsi que l'accès et l'entretien des avaloirs.

En outre, les stations de véhicules d'autopartage ne pourront compromettre la sécurité publique et entraver ou diminuer la visibilité de la signalisation routière.

L'opérateur ne pourra apporter aucune modification aux stations de véhicules d'autopartage sans autorisation écrite et préalable du gestionnaire de voirie."

**Art. 11.** Au chapitre 2, un article 18/4 est ajouté, rédigé comme suit : "L'opérateur assumera les dégâts causés du fait de l'installation, de l'exploitation et/ou de l'enlèvement des stations de véhicules d'autopartage.

L'opérateur garantit le gestionnaire de voirie contre toute action par des tiers.

**Art. 12.** Au chapitre 2, un article 18/5 est ajouté, rédigé comme suit : "L'opérateur veillera à maintenir en tout temps ses installations en parfait état d'entretien, de fonctionnement et de propreté. Il veillera ainsi, notamment, à l'enlèvement dans les plus brefs délais des tags et graffitis et de manière plus générale à la remise en état de toute installation ayant subi des dégradations."

**Art. 13.** Au chapitre 2, un article 18/6 est ajouté, rédigé comme suit : "Toute publicité aux stations de véhicules d'autopartage et à l'extérieur des véhicules à moteur partagés est interdite.

Seules les mentions relatives aux véhicules à moteur partagés, au nom de l'opérateur et au(x) sponsor(s) sont autorisées.

Les dimensions des mentions de l'ensemble des sponsors doivent être inférieures à la dimension du logo de l'opérateur."

Dit formulier bevat ook een plan van de toestand:

- een situatieplan op 1/500 dat ten minste het beoogde deel van openbare weg tot aan de volgende zijstraat opneemt. Dit plan moet alle ter plaatse bestaande installaties bevatten en als vergrote beeld-in-beeldweergave: de positie en de ingenomen oppervlakte van de uitrustingen die noodzakelijk zijn voor de exploitatie, de plaats van de markering en van de te installeren signalisatie;

- foto's van de bestaande situatie waarop elke relevante installatie ter plaatse is opgenomen.

De operator moet binnen de twee maanden na het einde van de installatiewerkzaamheden de as-buildplannen van de autodeelstandplaats indienen. De as-buildplannen moeten de toestand na de werkzaamheden nauwkeurig weergeven.

De operator kan, in afwachting van de ingebruikname van een toegekende voorbehouden parkeerplaats voor autodelen, met instemming van de gemeente, de deelauto tijdelijk op de openbare weg parkeren in de directe omgeving van de toegekende voorbehouden parkeerplaats voor autodelen."

**Art. 9.** In hoofdstuk 2 wordt een artikel 18/2 ingevoegd, luidende: "Ten minste een week vóór elke gebeurtenis van lange duur die de exploitatie van of de toegang naar een autodeelstandplaats verhindert, brengt de wegbeheerder de operator hiervan op de hoogte met vermelding van de duur van de gebeurtenis.

In de mate van zijn mogelijkheden stelt de wegbeheerder een nieuwe voorbehouden parkeerplaats voor autodelen voor, zodat de operator de passende maatregelen kan nemen voor de verplaatsing van de voertuigen."

**Art. 10.** In hoofdstuk 2 wordt een artikel 18/3 ingevoegd, luidende: "De operator ziet er te allen tijde op toe dat de autodeelstandplaatsen de doorgang van de voertuigen van de hulpdiensten en de voetgangers niet belemmeren.

Ook mogen de autodeelstandplaatsen de toegang tot of de bediening van een brandkraan, een klep van het waterdistributienet, een afsluiter van een gasleiding, alsook de toegang tot en het onderhoud van de afvoerkolken niet belemmeren.

Bovendien mogen de autodeelstandplaatsen de openbare veiligheid niet in het gedrang brengen en de zichtbaarheid van de wegsignalisatie niet belemmeren of verminderen.

De operator mag geen enkele wijziging aanbrengen aan de autodeelstandplaatsen zonder de schriftelijke en voorafgaande toestemming van de wegbeheerder."

**Art. 11.** In hoofdstuk 2 wordt een artikel 18/4 ingevoegd, luidende: "De operator is aansprakelijk voor de schade wordt veroorzaakt door de installatie, de exploitatie en/of de verwijdering van de autodeelstandplaatsen.

De operator vrijwaart de wegbeheerder voor elke vordering van derden."

**Art. 12.** In hoofdstuk 2 wordt een artikel 18/5 ingevoegd, luidende: "De operator zorgt ervoor dat hij zijn installaties te allen tijde in een perfecte staat van onderhoud, werking en netheid houdt. Hij zorgt er onder meer voor dat tags en graffiti zo snel mogelijk worden verwijderd en, algemener gesteld, dat elke beschadigde installatie weer in goede staat hersteld wordt binnen een korte termijn."

**Art. 13.** In hoofdstuk 2 wordt een artikel 18/6 ingevoegd, luidende: "Elke reclame op de autodeelstandplaatsen en aan de buitenkant van de gedeelde motorvoertuigen is verboden.

Alleen vermeldingen met betrekking tot de gedeelde motorvoertuigen, de naam van de operator en de sponsor(s) zijn toegelaten.

De afmetingen van de vermeldingen van alle sponsors samen moeten kleiner zijn dan de afmetingen van het logo van de operator."



**Art. 14.** L'article 19 est supprimé.

**Art. 15.** Au point 3 du premier paragraphe de l'article 19/2 du même arrêté est ajoutée la phrase suivante : "Après une durée maximale d'utilisation de 24 heures, l'opérateur garantit que la voiture est remise à la disposition de tous les utilisateurs;

**Art. 16.** A l'annexe 1, alinéa deux du même arrêté, le mot 'emplacements' est remplacé par 'places de stationnement réservées pour l'autopartage'.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et l'article 15 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 18.** Le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juillet 2017.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique, du Port de Bruxelles et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

**Art. 14.** Artikel 19 wordt geschrapt.

**Art. 15.** Aan punt 3 van de eerste paragraaf van artikel 19/2 van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd: "De operator garandeert dat de wagen na een maximale gebruiksduur van 24 uur weer ter beschikking wordt gesteld aan alle gebruikers.

**Art. 16.** In bijlage 1, tweede lid van hetzelfde besluit wordt het woord 'standplaatsen' gewijzigd naar 'voorbehouden parkeerplaatsen voor autodelen'.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid treden het artikel 1, 2<sup>o</sup> en het artikel 15 in werking op 1 januari 2019.

**Art. 18.** De minister bevoegd voor Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juli 2017.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek, Haven van Brussel en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/30834]

**13 JULI 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les alinéas 3 et 4 de l'article 6 et l'article 30 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique de stationnement et création de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le test genre;

Vu l'avis 61.587/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 juin 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la possibilité pour un particulier de demander une carte de dérogation « riverain » pour un véhicule partagé prévu à l'article 50, alinéa 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> "Administration" : Bruxelles Mobilité;

2<sup>o</sup> "Ordonnance" : l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

3<sup>o</sup> "Partage de voiture entre particuliers" : système de partage de voiture où la personne physique au nom de laquelle un véhicule à moteur est immatriculé ou qui peut en disposer de manière permanente, met le véhicule précité à la disposition de deux ou plusieurs personnes physiques, contre paiement ou non, par le biais d'un système de partage de voiture pour les particuliers;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/30834]

**13 JUILLET 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende een regeling voor de erkenning van autodeel-systemen voor particulieren**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het derde en vierde lid van artikel 6 en artikel 30 van de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op de gendertest;

Gelet op advies 61.587/4 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de mogelijkheid voor een particulier om een vrijstellingskaart 'buurtbewoner' aan te vragen voor een gedeeld voertuig voorzien in artikel 50, 3de alinea van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Op voorstel van de Minister belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "Administratie" : Brussel Mobiliteit;

2<sup>o</sup> "Ordonnantie" : de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

3<sup>o</sup> "Particulier autodelen" : wijze van autodelen waarbij de natuurlijke persoon op wiens naam een motorvoertuig is ingeschreven of die er op bestendige wijze over kan beschikken, door bemiddeling van een Autodeelsysteem voor particulieren voornoemd motorvoertuig, al dan niet tegen betaling, ter beschikking stelt van twee of meerdere andere natuurlijke personen;